

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/12238]

**14 MARS 2019. — Décret modifiant le décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'Administration afin de renforcer le rôle de la Commission d'accès aux documents administratifs de la Communauté française**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 3 du décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration, ajouter les mots « et obtenir une copie de » entre les mots « toute personne peut consulter sur place » et « tout document administratif ».

**Art. 2.** Il est introduit, après l'article 7 du même décret, un Chapitre IV intitulé « Chapitre IV. Recours ».

**Art. 3.** A l'article 8, § 1<sup>er</sup> du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, le mot « cinq » est remplacé par le mot « quatre ».

2° à l'alinéa 3, les mots « de rang 15 ou plus » sont remplacés par « disposant de compétences en matière de publicité des actes administratifs, de réglementation sur la protection des données personnelles ou de réglementation relative à la vie privée ».

3° à l'alinéa 4, les mots « et un autre sur une liste double présentée par l'ordre national des médecins » sont abrogés.

4° à l'alinéa 5, les mots « ces deux membres sont domiciliés » sont remplacés par « ce membre est domicilié ».

5° à l'alinéa 7, le mot « cinq » est remplacé par « quatre ».

**Art. 4.** Les paragraphes 2 et 3 de l'article 8 du même décret sont remplacés par ce qui suit :

« § 2 La Commission connaît des recours introduits contre les décisions de rejet, même implicites, de l'autorité administrative compétente saisie d'une demande de consultation, de communication ou de rectification d'un document administratif.

La Commission peut être consultée par l'autorité administrative. Dans ce cas, elle émet son avis dans les 20 jours de la réception de la demande. Lorsque la Commission est saisie d'un recours, elle n'exerce pas de compétence d'avis sur le même objet.

§ 3. Chaque année et au plus tard le 31 janvier, la Commission fournit au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles un rapport portant sur les recours qui ont été introduits ainsi que sur l'application générale des dispositions relatives à la publicité de l'administration au cours de l'année civile précédente. Elle lui soumet toute suggestion relative à son application et toute proposition relative à sa modification éventuelle.

La Commission transmet une copie de son rapport au Gouvernement. »

**Art. 5.** Dans le même décret, un article 8/1 est ajouté et libellé comme suit :

« Art. 8/1. - Le recours devant la Commission peut être introduit par tout demandeur n'ayant pas obtenu satisfaction auprès de l'autorité compétente par requête adressée au secrétariat de la Commission par lettre recommandée ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi et à la délivrance de cet envoi dans un délai de soixante jours, qui en fonction du cas prend effet :

- le lendemain de la réception de la décision de rejet ;
- le lendemain de l'expiration du délai visé à l'article 6, §5.

La requête énonce l'identité et le domicile du requérant, l'identité et le siège de l'autorité publique auteur de la décision de rejet, l'objet exact de la demande ainsi que les moyens du recours. Le requérant joint également la décision de rejet attaquée ou, en cas de décision implicite de rejet, les documents attestant de la demande qu'il a introduite auprès de l'autorité administrative.

Le secrétariat de la Commission adresse sans délai et par lettre recommandée ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi et à la délivrance de cet envoi une copie du recours introduit auprès d'elle à l'autorité concernée. »

**Art. 6.** Dans le même décret, un article 8/2 est ajouté et libellé comme suit :

« Art. 8/2. L'autorité administrative concernée transmet au secrétaire de la Commission copie du document objet de la demande du requérant dans les quinze jours de la demande, ainsi que tout autre élément de droit ou de fait, document ou renseignement ayant motivé sa décision de rejet. Elle y joint, le cas échéant, une note d'observations. La Commission envoie une copie de cette note d'observations au requérant par lettre recommandée ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi et à la délivrance de cet envoi. »

**Art. 7.** Dans le même décret, un article 8/3 est ajouté et libellé comme suit :

« Art. 8/3. - § 1. Le requérant ou son conseil, ainsi que l'autorité compétente ou son délégué sont, à leur demande, entendus par la Commission. L'audition respecte le principe du contradictoire.

Lorsqu'une partie demande à être entendue, les autres parties sont invitées à comparaître.

§ 2. La Commission peut auditionner toutes les parties concernées, ainsi que, le cas échéant, les experts et les membres du personnel de l'autorité concernée pour demander des informations supplémentaires. »

**Art. 8.** Dans le même décret, un article 8/4 est ajouté et libellé comme suit :

« Art. 8/4. - §1. La Commission se prononce sur le recours à huis clos et porte sa décision à la connaissance du demandeur et de l'autorité administrative concernée par lettre recommandée ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi et à la délivrance de cet envoi dans un délai de quarante jours à compter de la réception de la copie du document administratif objet de la demande. Elle peut toutefois, par décision motivée, proroger ce délai d'une durée maximale de 15 jours. En cas d'audition, le délai est d'office prorogé de 15 jours. Il est suspendu du 16 juillet au 15 août.

§ 2. Si la Commission fait droit au recours, l'autorité concernée exécute la décision de la Commission le plus rapidement possible et au plus tard trente jours après la notification de la décision. Si la Commission estime que le document demandé peut difficilement être envoyé dans le délai maximum de 30 jours, elle peut le proroger d'un délai de 15 jours, moyennant motivation de sa décision. »

**Art. 9.** Dans le même décret, un article 8/5 est ajouté et libellé comme suit :

« Art. 8/5. - La Commission exerce sa mission de manière indépendante et impartiale. Lors du traitement des recours, elle ne peut recevoir aucune instruction. Ses membres ne peuvent pas faire l'objet d'une évaluation ou d'une procédure disciplinaire sur la base des motifs des décisions adoptées dans le cadre des tâches qui leur sont attribuées par le présent décret ou par ses arrêtés d'exécution. »

**Art. 10.** Il est inséré après l'article 8/5 du même décret un chapitre V intitulé « Chapitre V. Dispositions diverses ».

**Art. 11.** Dans le même décret, un article 8/6 est ajouté, libellé comme suit :

«Art. 8/6. - La Commission publie sur un site Internet, au moins les informations suivantes :

- 1° des informations compréhensibles sur la publicité active et passive des documents administratifs ;
- 2° un mode d'emploi sur la manière de demander des documents administratifs, les éléments que la demande doit contenir, à quelle autorité la demande peut être adressée ;
- 3° les informations relatives à l'introduction d'un recours en cas de rejet ou d'absence de réponse à une demande de documents administratifs ;
- 4° ses décisions sur les recours, préalablement anonymisées et rendues non identifiables en raison d'éléments de contexte. »

**Art. 12.** Les articles 9, 10 et 11 du même décret sont déplacés dans le Chapitre III, intitulé « Droit de consultation », à la suite de l'article 7.

Les articles du décret sont renumérotés en conséquence.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 mars 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des Chances et des Droits des femmes,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,  
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale,  
de la Recherche et des Médias,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de  
Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,  
R. MADRANE

La Ministre de l'Éducation,  
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. FLAHAUT

—————  
Note

Session 2018-2019

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 625-1. – Amendements en commission, n° 625-2 – Avis du Conseil d'État, n° 625-3 – Avis du Conseil d'État, n° 625-4. – Amendements en commission, n° 625-5. Rapport de commission, n° 625-6. – Texte adopté en commission, n° 625-7. – Amendements en séance, n° 625-8 – Texte adopté en séance plénière, n° 625-9

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 13 mars 2019.

—————  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/12238]

**14 MAART 2019. — Decreet tot wijziging van het decreet van 22 december 1994 betreffende de openbaarheid van het bestuur om de rol te verstevigen van de Commissie voor de toegang tot de administratieve documenten van de Franse Gemeenschap**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**Artikel 1.** In artikel 3 van het decreet van 22 december 1994 betreffende de openbaarheid van het bestuur, moeten de woorden "Iedere persoon heeft ter plaatse recht van inzage in elk bestuursdocument" door de woorden "Iedere persoon heeft ter plaatse recht van inzage in elk bestuursdocument en kan een afschrift ervan verkrijgen".

**Art. 2.** Na artikel 7 van hetzelfde decreet wordt een Hoofdstuk IV ingevoegd, met als opschrift "Hoofdstuk IV. Beroep".

**Art. 3.** In artikel 8, § 1, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° in het tweede lid, wordt het woord "vijf" vervangen door het woord "vier";
- 2° in het derde lid, worden de woorden "onder de ambtenaren van rang 15 of hoger" vervangen door de woorden "onder de ambtenaren die over bevoegdheden beschikken inzake openbaarheid van de administratieve akten, reglementering betreffende persoonsgegevens of reglementering betreffende het privéleven";
- 3° in het vierde lid, worden de woorden "en een ander op een dubbele lijst voorgedragen door de Nationale Orde der Geneesheren" opgeheven;

4° in het vijfde lid, worden de woorden “Beide leden hebben hun woonplaats” vervangen door de woorden “Dat lid heeft zijn woonplaats”;

5° in het zevende lid, wordt het woord “vijf” vervangen door het woord “vier”.

**Art. 4.** De paragrafen 2 en 3 van artikel 8 van hetzelfde decreet worden vervangen door hetgeen volgt:

“§ 2. De Commissie neemt kennis van beroepen tegen beslissingen tot afwijzing, zelfs impliciet, van de bevoegde administratieve overheid waaraan een aanvraag om raadpleging, mededeling of rechtzetting van een administratief document is gericht.

De Commissie kan door de administratieve overheid worden geraadpleegd. In dat geval brengt zij haar advies uit binnen 20 dagen na ontvangst van het verzoek. Wanneer een beroep bij de Commissie wordt ingesteld, is zij niet bevoegd om een advies over hetzelfde onderwerp uit te brengen.

§ 3. De Commissie brengt jaarlijks uiterlijk op 31 januari aan het Parlement van de *Fédération Wallonie-Bruxelles* verslag uit over de beroepen die zijn ingesteld en over de algemene toepassing van de bepalingen betreffende de openbaarheid van het bestuur tijdens het voorgaande kalenderjaar. Zij deelt haar suggesties mee voor de toepassing ervan en eventuele voorstellen tot wijziging ervan.

De Commissie zendt een exemplaar van haar verslag aan de Regering. »

**Art. 5.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 8/1 als volgt toegevoegd:

“Art. 8/1. - Het beroep bij de Commissie kan worden ingesteld door elke aanvrager die van de bevoegde overheid geen goedkeuring heeft gekregen door middel van een verzoek aan het secretariaat van de Commissie, dat per aangetekende brief aan het secretariaat van de Commissie wordt gericht, of op enige andere wijze die een onbetwistbare datum voor de verzending en de levering van deze zending binnen 60 dagen aangeeft, termijn die naar gelang van het geval uitwerking heeft met ingang van:

- de dag na ontvangst van de afwijzingsbeslissing;
- de dag na het verstrijken van de in artikel 6, § 5 bedoelde termijn.

Het verzoek vermeldt de identiteit en de woonplaats van de aanvrager, de identiteit en de zetel van de overheidsinstantie die verantwoordelijk is voor de beslissing tot afwijzing van de aanvraag, het precieze onderwerp van het verzoek en de gronden voor het beroep. De aanvrager voegt tevens de bestreden afwijzingsbeslissing of, in geval van stilzwijgende afwijzingsbeslissing, de documenten ter staving van het verzoek dat hij bij de bestuursoverheid heeft ingediend, bij.

Het secretariaat van de Commissie zendt onverwijld en bij aangetekende brief of op enige andere wijze die een bepaalde datum voor de verzending en de aflevering van een dergelijke zending vermeldt, een afschrift van het bij haar ingestelde beroep aan de betrokken overheid.»

**Art. 6.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 8/2 toegevoegd, luidend als volgt:

“Art. 8/2. De betrokken bestuursoverheid doet de secretaris van de Commissie binnen 15 dagen na het verzoek een afschrift toekomen van het document waarop het verzoek van de aanvrager betrekking heeft, alsmede alle andere juridische of feitelijke elementen, documenten of informatie die zijn beslissing tot afwijzing rechtvaardigen. In voorkomend geval voegt zij een nota met opmerkingen bij. De Commissie zendt de aanvrager een afschrift van deze opmerkingen per aangetekende brief of op een andere wijze die een definitieve datum voor de verzending en levering van deze zending vermeldt. »

**Art. 7.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 8/3 als volgt toegevoegd:

“Art. 8/3. - § 1. De aanvrager of zijn raadsman en de bevoegde overheid of haar afgevaardigde worden op hun verzoek door de Commissie gehoord. De hoorzitting vindt plaats met inachtneming van het beginsel van hoor en wederhoor.

Wanneer een partij om een hoorzitting verzoekt, worden de andere partijen uitgenodigd om te verschijnen.

§ 2. De Commissie kan alle betrokken partijen horen, alsmede, in voorkomend geval, deskundigen en personeelsleden van de betrokken overheid, om aanvullende informatie te vragen. »

**Art. 8.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 8/4 toegevoegd als volgt geformuleerd:

“Art. 8/4. - § 1. De Commissie beslist over het al dan niet toepassen van de procedure met gesloten deuren en stelt de aanvrager en de betrokken administratieve overheid van haar beslissing per aangetekende brief of op enige andere wijze waaruit een definitieve datum voor de verzending en de levering van deze verzending kan worden vastgesteld, in kennis, binnen 40 dagen na ontvangst van het afschrift van het administratieve document waarop het verzoek betrekking heeft. Zij kan deze termijn echter bij een met redenen omklede beslissing met maximaal 15 dagen verlengen. In het geval van een hoorzitting wordt de termijn van ambtswege met 15 dagen verlengd. De termijn is geschorst van 16 juli tot 15 augustus.

§ 2. Indien de Commissie het beroep toestaat, geeft de betrokken overheid zo spoedig mogelijk en uiterlijk 30 dagen na de kennisgeving van de beslissing van de Commissie uitvoering aan de beslissing. Indien de Commissie van mening is dat het gevraagde document moeilijk binnen de maximumtermijn van 30 dagen te verzenden is, kan zij de termijn met 15 dagen verlengen, met opgave van de redenen voor haar beslissing. »

**Art. 9.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 8/5 toegevoegd, luidend als volgt:

“Art. 8/5. - 1. De Commissie oefent haar opdracht op onafhankelijke en onpartijdige wijze uit. Bij de behandeling van beroepen kan ze geen onderrichtingen ontvangen. De leden kunnen niet het voorwerp uitmaken van een beoordeling of een tuchtprocedure op basis van de redenen voor de beslissingen die worden genomen in het kader van de opdrachten die ze door dit decreet of door de uitvoeringsbesluiten ervan zijn opgedragen. »

**Art. 10.** Na artikel 8/5 van hetzelfde decreet, wordt een hoofdstuk V, met het opschrift "Hoofdstuk V.". Diverse bepalingen", ingevoegd.

**Art. 11.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 8/6 toegevoegd, dat als volgt luidt:

"Art. 8/6. - De Commissie maakt op een website ten minste de volgende informatie bekend:

1° begrijpelijke informatie over de actieve en passieve openbaarheid van administratieve documenten;

2° richtlijnen voor het aanvragen van administratieve documenten, de elementen die het verzoek moet bevatten, aan welke overheid het verzoek kan worden gericht;

3° informatie over het instellen van een beroep in geval van afwijzing van of niet-beantwoording op een verzoek om administratieve documenten;

4° haar beslissingen op beroepen, die voorheen geanonimiseerd worden en door contextuele factoren niet meer te identificeren zijn. »

**Art. 12.** De artikelen 9, 10 en 11 van hetzelfde decreet worden verplaatst naar Hoofdstuk III, met het opschrift "Raadplegingsrecht", na artikel 7.

De artikelen van dat decreet worden dienovereenkomstig vernummerd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 14 maart 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,

R. DEMOTTE

De Vice-Presidenten en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,  
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 625-1. - Commissieamendementen, nr. 625-2. - Advies van de Raad van State, nr. 625-3. - Advies van de Raad van State, nr. 625-4. - Commissieamendementen, nr. 625-5. - Commissieverslag, nr. 625-6. - Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 625-7. - Vergaderingamendementen, nr. 625-8. — Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 625-9.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 13 maart 2019.

## DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

### MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2019/201692]

**26. FEBRUAR 2019 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 24. Oktober 2013 zur Festlegung der Muster der Beurteilungs- und Bewertungsberichte für verschiedene Personalkategorien im Unterrichtswesen**

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 22. März 1969 zur Festlegung des Statuts der Mitglieder des Direktions- und Lehrpersonals, des Erziehungshilfspersonals, des paramedizinischen und sozialpsychologischen Personals der staatlichen Einrichtungen für Vor-, Primar-, Förder-, Mittel-, Technischen, Kunst- und Normalschulunterricht und der von diesen Einrichtungen abhängenden Internate sowie der Personalmitglieder des mit der Aufsicht über diese Einrichtungen beauftragten Inspektionsdienstes, Artikel 24 § 2 Absatz 3, ersetzt durch das Dekret vom 28. Juni 2010, und 66 § 2 Absatz 3, ersetzt durch das Dekret vom 28. Juni 2010;

Aufgrund des Dekrets vom 14. Dezember 1998 zur Festlegung des Statuts der subventionierten Personalmitglieder des freien subventionierten Unterrichtswesens und des freien subventionierten Psycho-Medizinisch-Sozialen Zentrums, Artikel 39bis § 2 Absatz 4, eingefügt durch das Dekret vom 26. Juni 2006 und ersetzt durch das Dekret vom 28. Juni 2010, und 69.14 § 2 Absatz 4, eingefügt durch das Dekret vom 26. Juni 2006 und ersetzt durch das Dekret vom 28. Juni 2010;

Aufgrund des Dekrets vom 29. März 2004 zur Festlegung des Statuts der subventionierten Personalmitglieder des offiziellen subventionierten Unterrichtswesens und der offiziellen subventionierten Psycho-Medizinisch-Sozialen Zentren, Artikel 28 § 2 Absatz 4, ersetzt durch das Dekret vom 28. Juni 2010, und 65 § 2 Absatz 4, ersetzt durch das Dekret vom 28. Juni 2010;

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 2005 zur Schaffung einer autonomen Hochschule, Artikel 5.22 § 2 Absatz 6, ersetzt durch das Dekret vom 28. Juni 2010, und 5.39 § 2 Absatz 4, ersetzt durch das Dekret vom 28. Juni 2010;